

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 70.
N^o 4.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 16
NO FEPUARE 1921.

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	20 fr.	11 fr.	6 fr.
France, Colonies et Union postale.	26 fr.	14 fr.	8 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	0 50
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	0 25
Annonces commerciales et avis divers : la ligne.....	1 »
Les mêmes, renouvelés : la ligne.	0 50

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1921		Pages
3 février.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 9 novembre 1920, modifiant le décret du 23 août 1919 relatif à la durée du séjour aux colonies.....	75
11 février.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 1 ^{er} février 1921, fixant la liste des marchandises dont la sortie des colonies est provisoirement prohibée.....	76
ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL		
28 janvier.....	Arrêté rendant exécutoire le rôle supplémentaire de la prestation urbaine et des concessions d'eau de la Commune de Papeete, pour le 4 ^e trimestre 1920.....	77
28 janvier.....	Arrêté rendant exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour le 4 ^e trimestre 1920.....	77
28 janvier.....	Arrêté modifiant le § 3 de l'article 113 de l'arrêté du 1 ^{er} août 1914, réorganisant l'instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie.....	77
28 janvier.....	Arrêté fixant la hiérarchie et les traitements du personnel du cadre local des Bureaux du Secrétariat Général dans les Etablissements français de l'Océanie.....	78
29 janvier.....	Arrêté prescrivant le remboursement de la somme de 33 francs prélevée par voie de retenue mensuelle sur le traitement de M. Tanematea a Tiaipoi.....	78
29 janvier.....	Arrêté prescrivant le remboursement de la somme de 153 francs prélevée par voie de retenue mensuelle sur le traitement de M. Viritahi a Urima.....	79
29 janvier.....	Arrêté prescrivant le remboursement de la somme de 344 francs prélevée par voie de retenue mensuelle sur le traitement de M. Valleteau de Mouillac.....	79
31 janvier.....	Arrêté ouvrant un crédit provisoire de 25.000 francs, au titre du Budget Colonial (exercice 1920).....	80
4 février.....	Arrêté modifiant les §§ 3 et 4 de l'arrêté du 25 juin 1919, relatif au pilotage dans la Colonie.....	80
10 février.....	Arrêté approuvant la délibération du Conseil municipal, en date du 31 janvier 1921, ouvrant, au Budget de l'exercice 1920, un crédit supplémentaire de 3.600 fr.....	80
10 février.....	Arrêté portant modification aux divers arrêtés insérés aux <i>Journaux officiels</i> des 16 décembre 1920, 1 ^{er} et 16 janvier 1921, portant amélioration des traitements du personnel des divers cadres locaux.....	81
10 février.....	Arrêté fixant à 1.200 francs les dépenses à effectuer par la Commune, sur simple facture.....	81
12 février.....	Arrêté chargeant M. le Secrétaire Général Thaly des fonctions de Gouverneur p. i.....	81
Nominations, mutations, mouvements, etc.....		82

AVIS OFFICIELS

Inscription maritime. — Vente aux enchères publiques.....	83
Service des Mines. — Prorogation d'un permis de recherche.....	83
Liste des assesseurs au Tribunal criminel, pour l'année 1921.....	84
Avis au sujet de graines de coton Péruvien, dit "Calédonien".....	84
Etat des sommes perçues, par souscriptions publiques, pour l'érection d'un monument à la mémoire des enfants des Etablissements français de l'Océanie morts pour la Patrie.....	85

PARTIE NON OFFICIELLE

NOUVELLES ET INFORMATIONS

Port de Papeete. — Liste des passagers arrivés et partis.....	84
---	----

STATISTIQUES

Mouvements du Port de Papeete, en janvier 1921.....	84
Situation financière de la Banque de l'Indo-Chine, au 31 janvier 1921.....	85
Annonces judiciaires.....	85
— commerciales et avis divers.....	87

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 9 novembre 1920, modifiant le décret du 23 août 1919, relatif à la durée du séjour aux colonies.

(Du 3 février 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle du 17 juillet 1920, n^o 906 ;

Vu le décret du 9 novembre 1920, modifiant le décret du 23 août 1919 relatif à la durée du séjour aux colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français

de l'Océanie, pour y être exécuté, selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 9 novembre 1920, modifiant le décret du 23 août 1919 relatif à la durée du séjour aux colonies.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 février 1921.

JOCELYN ROBERT.

DÉCRET

(Du 9 novembre 1920.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, modifié par les décrets des 12 juin 1911 et 23 août 1919;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — L'article 1^{er} du décret du 23 août 1919, modifiant l'article 35, paragraphe 4, du décret du 2 mars 1910, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La durée des congés administratifs est de six mois pour le personnel servant hors de son pays d'origine et ayant accompli un séjour ininterrompu de :

« Deux ans pour l'Afrique équatoriale française, l'Afrique occidentale française, la côte française des Somalis et la Guyane française.

« Trois ans pour l'Indo-Chine française, Madagascar et dépendances (y compris Mayotte et les Comores), pour les établissements français dans l'Inde et pour les Nouvelles-Hébrides.

« Cinq ans pour les autres colonies. »

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 9 novembre 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 1^{er} février 1921, fixant la liste des marchandises dont la sortie des colonies est provisoirement prohibée.

(Du 11 février 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 1^{er} février 1921, fixant la liste des marchandises dont la sortie des colonies est provisoirement prohibée;

Vu le radiotélégramme ministériel en date du 3 février 1921;

Sur la proposition du Chef du Service des Douanes et Contributions,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français

de l'Océanie, pour y être appliqué, suivant ses forme et teneur, le décret susvisé du 1^{er} février 1921, fixant la liste des marchandises dont la sortie des colonies est provisoirement prohibée.

Art. 2. — Le Chef du Service des Douanes et des Contributions est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 février 1921.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du Service des Douanes
et Contributions,*

L. LARQUÈRE.

DÉCRET

(Du 1^{er} février 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies, du Ministre des finances, du Ministre du commerce et de l'industrie, du Ministre des travaux publics, du Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814, relatif aux douanes;

Vu le décret du 29 mars 1919, fixant les conditions de dérogation aux prohibitions de sortie;

Vu le décret du 14 octobre 1919, portant désignation des marchandises dont la sortie des colonies est provisoirement prohibée,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le tableau annexé au décret du 14 octobre 1919 susvisé et portant désignation des marchandises dont la sortie des colonies et des pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc est provisoirement prohibée, est remplacé par le tableau annexé au présent décret.

En conséquence la sortie et la réexportation des colonies à destination des pays autres que la France, les colonies et les pays de protectorat français, des marchandises énumérées dans le tableau annexé au présent décret, seront subordonnées à l'obtention d'une autorisation d'exportation délivrée par le Ministre des colonies dans les conditions fixées par l'art. 3 du décret du 29 mars 1919 susvisé.

Art. 2. — Le Ministre des colonies, le Ministre des finances, le Ministre du commerce et de l'industrie, Le Ministre des travaux publics, Le Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} février 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
ALBERT SARRAUT.

Le Ministre des finances,
P. DOUMER.

*Le Ministre du commerce
et de l'industrie,*
LEFEBVRE.

*Le Ministre des travaux
publics,*
YVES LE TROCQUER.

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*
A. BRIAND.

Annexe au décret du 1^{er} février 1921.

Tableau des marchandises dont la sortie est provisoirement prohibée.

NUMÉROS du TARIF DOUANIER	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
90 et 91	<i>Denrées coloniales de consommation.</i> Sucres.
200 et 201	<i>Métaux.</i> Or, platine et argent, bruts, en masses, lingots, barres, poudre, objets dérivés.
ex 466 et 466 bis	<i>Papier et ses applications.</i> Papiers représentatifs de la monnaie.
495 bis	<i>Ouvrages en métaux.</i> Monnaie d'or, d'argent, de cuivre, de billon.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ rendant exécutoire le rôle supplémentaire de la prestation urbaine et des concessions d'eau de la Commune de Papeete, pour le 4^{me} trimestre 1920.

(Du 28 janvier 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 160 et 161 du décret financier du 30 décembre 1912;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendu exécutoire le rôle supplémentaire de la prestation urbaine et des concessions d'eau de la Commune de Papeete, pour le 4^{me} trimestre 1920, s'élevant à la somme de *deux mille deux cent cinquante-huit francs treize centimes*, savoir :

Prestation urbaine.....	1.260 »
Concessions d'eau	990 03
Frais d'avertissement.....	8 10
Total.....	2.258 13

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 janvier 1921.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service des Contributions,
L. LARQUÈRE.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour le 4^{me} trimestre 1920.

(Du 28 janvier 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 16 juin 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont rendus exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour le 4^{me} trimestre 1920, s'élevant à la somme totale de *trois mille neuf cent quatre-vingt-neuf francs quatre centimes*, savoir :

PERCEPTION DE PAPEETE.

Taxe sur les voitures.....	349 34
Impôt personnel.....	720 »
Patentes fixes.....	1.506 78
Prestation rurale.....	1.179 59
Formules de patentes.....	112 50
Frais d'avertissement.....	40 60

Total de la perception de Papeete..... 3.878^f 81

PERCEPTION DE TARAVAO.

Patentes fixes.....	36 44
— proportionnelles.....	21 »
Formules de patentes.....	45 »
Frais d'avertissement.....	0 40

Total de la perception de Taravao..... 72 84

PERCEPTION DE MOOREA.

Patentes fixes.....	19 79
— proportionnelles.....	6 25
Formules de patentes.....	11 25
Frais d'avertissement.....	0 10

Total de la perception de Moorea..... 37 39

Total général..... 3.989^f 04

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 janvier 1921.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service des Contributions,
L. LARQUÈRE.

ARRÊTÉ modifiant le § 3 de l'article 113 de l'arrêté du 1^{er} août 1914, réorganisant l'Instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 28 janvier 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 2 mars 1910, sur la solde, modifié par celui du 11 septembre 1920;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 1914, réorganisant l'Instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par ceux des 5 mars 1918 et 8 avril 1919;

Vu l'arrêté du 8 décembre 1919, relatif au relèvement provisoire des traitements du personnel auxiliaire et du personnel indigène en service dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1920, portant amélioration des traitements des instituteurs et stagiaires du cadre local de la Colonie;

Considérant qu'il serait équitable de faire bénéficier les instituteurs auxiliaires des avantages accordés par l'arrêté du 8 décembre 1919 précité, à l'ensemble du personnel des cadres locaux, surtout à la suite des décisions prises en vue de l'amélioration des traitements de ce personnel;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement et l'avis conforme du Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le § 3 de l'art. 113 de l'arrêté du 1^{er} août 1914, portant réorganisation de l'Instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie, est modifié ainsi qu'il suit :

Les appointements des Instituteurs auxiliaires varieront de 600 à 2.000 francs par an, suivant leurs aptitudes professionnelles, et pour compter du 1^{er} janvier 1921.

Art. 2. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement et le Chef du Service de l'Enseignement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 janvier 1921.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

Le Chef des Bureaux du
Secrétariat Général,
H. GENTIL.

Le Chef du Service de
l'Enseignement,
CHEVOLOT.

ARRÊTÉ fixant la hiérarchie et les traitements du personnel du cadre local des Bureaux du Secrétariat Général des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 28 janvier 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 2 mars 1910, sur la solde, modifié par celui du 11 septembre 1920;

Vu le décret du 24 novembre 1912, portant réorganisation du personnel des Secrétariats Généraux des colonies, modifié par celui du 7 mai 1919;

Vu l'arrêté du 24 avril 1913, fixant la composition du cadre local du Secrétariat Général des Etablissements français de l'Océanie;

Vu les décrets des 27 juin, 26 novembre 1919 et 29 février 1920, portant amélioration provisoire des traitements du personnel entretenu sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies et pays de protectorat;

Vu le radiotélégramme du 28 mai 1920 (Circulaire ministérielle n° 53);

Vu le décret du 1^{er} décembre 1920, fixant la hiérarchie et les traitements du personnel du cadre général des Bureaux des Secrétariats Généraux des colonies;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La hiérarchie et les traitements du personnel du cadre local des Bureaux du Secrétariat Général des Etablissements français de l'Océanie sont fixés ainsi qu'il suit :

	Solde de présence	Supplément colonial	Solde totale
Commis principal			
après 12 ans.	11.000 ^f »	7.700 ^f »	18.700 ^f »
id. 9 ans.	10.000 »	7.000 »	17.000 »
id. 6 ans.	9.000 »	6.300 »	15.300 »
id. 3 ans.	8.000 »	5.600 »	13.600 »
Commis principal.	7.000 »	4.900 »	11.900 »
Commis de 1 ^{re} classe.	6.000 »	4.200 »	10.200 »
id. 2 ^{me} classe.	5.000 »	3.500 »	8.500 »
id. 3 ^{me} classe.	4.500 »	3.150 »	7.650 »

Art. 2. — Les nouveaux traitements résultant de l'application du présent arrêté auront leur effet à partir du 1^{er} juillet 1919.

Art. 3. — Le cadre local est composé de la manière suivante :

Commis principaux. 3
Commis. 6

Art. 4. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 janvier 1921.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

Le Chef des Bureaux du
Secrétariat Général,
H. GENTIL.

ARRÊTÉ prescrivant le remboursement de la somme de 33 francs prélevée par voie de retenue mensuelle sur le traitement de M. Tanematea a Tiaipoi.

(Du 29 janvier 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 23 juin 1900, organisant la Police locale, modifié par les arrêtés des 31 décembre 1904, 12 novembre 1910, 24 mai 1917, 11 février 1919 et 9 décembre 1920;

Vu le décret du 10 septembre 1915, instituant des retraites en faveur du personnel local des Etablissements français de l'Océanie, promulgué par arrêté du 26 novembre 1915;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1915, déterminant les conditions dans lesquelles seront effectués les versements à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse;

Vu la décision du 11 juillet 1919, acceptant la démission offerte par M. Tanematea a Tiaipo de son emploi d'agent de Police;

Attendu que M. Tanematea a Tiaipo n'a pas fourni son acte de naissance sans lequel les retenues pratiquées sur son traitement ne pouvaient être versées définitivement à son profit à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse;

Qu'il y a lieu, par suite, de procéder au remboursement des retenues opérées sur le traitement du susnommé;

Sur la proposition du Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La somme de *trente-trois francs* prélevée par voie de retenue mensuelle sur le traitement de M. Tanematea a Tiaipo, de février au 11 juillet 1919 inclus, lui sera remboursée dans la forme réglementaire.

Art. 2. — La dépense est imputable au Chapitre 4, article 13 § 1 du Budget de l'exercice 1920.

Art. 3. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 janvier 1921.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef des Bureaux du
Secrétariat Général,
H. GENTIL.*

ARRÊTÉ prescrivait le remboursement de la somme de *153 francs* prélevée par voie de retenue mensuelle sur le traitement de M. Viritahi à Urima.

(Du 29 janvier 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 1914, réorganisant l'instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu le décret du 10 septembre 1915, instituant des retraites en faveur du personnel local des Etablissements français de l'Océanie, promulgué par arrêté du 26 novembre 1915;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1915, déterminant les conditions dans lesquelles seront effectués les versements à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse;

Vu la décision du 11 mai 1920, acceptant la démission offerte par M. Viritahi à Urima, pour compter du 1^{er} juin 1920, de son emploi d'instituteur stagiaire;

Attendu que M. Viritahi à Urima n'a pas fourni son acte de naissance, sans lequel les retenues pratiquées sur son traitement ne pouvaient être versées définitivement à son profit à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse;

Qu'il y a lieu, par suite, de procéder au remboursement des retenues opérées sur le traitement du susnommé;

Sur la proposition du Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La somme de *cent cinquante-trois francs*, prélevée par voie de retenue mensuelle sur le traitement de M. Viritahi à Urima, en 1916 et janvier 1917 et de septembre 1919 au dernier mai 1920 inclus, lui sera remboursée dans la forme réglementaire.

Article 2. — La dépense est imputable au Budget de l'exercice 1920, dans les conditions suivantes;

1^o La somme de 35 francs représentant les retenues effectuées en 1920 au titre du Chapitre 11, article 10, § 1;

2^o Celle de 118 francs, pour les retenues antérieures à 1920, au titre du Chapitre 11, article 20, § 1.

Article 3. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 janvier 1921.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef des Bureaux du
Secrétariat Général,
H. GENTIL.*

ARRÊTÉ prescrivait le remboursement de la somme de *344 francs* prélevée par voie de retenue mensuelle sur le traitement de M. Valleteau de Mouillac.

(Du 29 janvier 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1912, portant création d'un Service d'Hygiène et de prophylaxie publiques, notamment l'article 4 prescrivait qu'une retenue de 12 francs par mois sera opérée sur le traitement du Médecin, concurremment avec un versement d'égale somme par le Service Local, au profit de la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse;

Vu le décret du 10 septembre 1915, instituant des retraites en faveur du personnel local des Etablissements français de l'Océanie, promulgué par arrêté du 26 novembre 1915;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1915, déterminant les conditions dans lesquelles seront effectués les versements à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse;

Attendu que M. Valleteau de Mouillac, chargé anciennement du Service d'Hygiène et de prophylaxie publiques, n'a pas fourni les pièces nécessaires pour le transfert du montant des retenues exercées sur son traitement au compte de la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse, et qu'il ne fait plus partie de l'Administration locale depuis le 18 novembre 1915;

Qu'il y a lieu de rembourser, afin de régulariser le compte d'attente: « Divers, L/C de recettes à classer »:

1^o Au Service Local la part lui revenant représentant une somme égale à celle versée par le titulaire pour abondement;

2^o A l'intéressé la part versée par lui-même;

Sur la proposition du Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La somme de *trois cent quarante-quatre francs*, versée par le Service Local au compte d'attente: « Divers, L/C de recettes à classer », en faveur de M. Valleteau de Mouillac, sera réintégrée dans la Caisse du Service Local.

Art. 2. — Celle de *trois cent quarante-quatre francs*, prélevée par voie de retenue mensuelle, de 1913 à 1915, sera remboursée à M. Valleteau de Mouillac.

La dépense est imputable au Chapitre 11, article 20, § 1, de l'exercice 1920;

Art. 3. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 janvier 1921.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef des Bureaux du
Secrétariat Général,*

H. GENTIL.

ARRÊTÉ ouvrant un crédit provisoire de 25.000 francs au titre du Budget Colonial (exercice 1920).

(Du 31 janvier 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu le câblogramme n° 272, en date du 26 janvier 1921, du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, notifiant que l'Intendance délègue sur le Budget Colonial, au titre de l'exercice 1920, chapitre 54 (M), la somme de 25.000 francs ;

Sur la proposition du Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement, Ordonnateur sous-délégué,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est ouvert au Budget Colonial (exercice 1920) Chapitre 54 (M), un crédit provisoire de *vingt-cinq mille francs*.

Art. 2. — Ce crédit provisoire, notifié au Trésorier-payeur, sera annulé dans ses écritures dès la réception de l'ordonnance de délégation qu'il a pour but de suppléer.

Art. 3. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement, Ordonnateur sous-délégué, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 janvier 1921.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef des Bureaux du Secrétariat
Général, Ordonnateur sous-délégué,*

H. GENTIL.

ARRÊTÉ modifiant les §§ 3 et 4 de l'arrêté du 25 juin 1919, relatif au pilotage dans la Colonie.

(Du 4 février 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 13 septembre 1913, concernant le pilotage dans la Colonie, modifié par celui du 25 juin 1919 ;

Vu le décret du 25 mars 1917, promulgué par arrêté du 13 septembre 1917, portant réorganisation des Ports et rades aux colonies ;

Vu les prévisions budgétaires de l'exercice en cours ;
Sur la proposition du Chef du Service des Travaux publics et l'avis conforme du Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les §§ 3 et 4 de l'article 1^{er} de l'arrêté du 25 juin 1919 susvisé sont modifiés comme il suit :

La solde attribuée au Pilote est portée mensuellement de 1.000 francs à 1.250 francs.

Elle sera payée dans les conditions prévues aux articles 2 et 3 de l'arrêté du 13 septembre 1913, c'est-à-dire qu'elle devra être complétée par le Service Local jusqu'à concurrence de 1.250 francs par mois, lorsque la dite somme ne pourra être atteinte moyennant les taxes du pilotage perçues en conformité des règlements en vigueur.

Art. 2. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement et le Chef du Service des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1921 et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 février 1921.

JOCELYN ROBERT

Par le Gouverneur :

*Le Chef des Bureaux du
Secrétariat Général,*

H. GENTIL.

*Le Chef du Service des
Travaux publics,*

J. KÉROUAULT.

ARRÊTÉ approuvant la délibération du Conseil municipal, en date du 31 janvier 1921, ouvrant au Budget de l'exercice 1920 un crédit supplémentaire de 3.600 francs.

(Du 10 février 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'article 336 du décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu les articles 49 et 50 du décret du 8 mars 1879, instituant un Conseil municipal à Nouméa, rendu applicable à Tahiti par décret du 30 mai 1890 ;

Vu la délibération du Conseil municipal dans sa session extraordinaire du 31 janvier 1921 ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est approuvée la délibération du Conseil municipal, du 31 janvier 1921, ouvrant au Chapitre 4, art. 5 : « Balayage, éclairage, etc. », du Budget de l'exercice 1920, un crédit supplémentaire de *trois mille six cents francs*, qui doit être affecté au paiement des frais de l'éclairage électrique de la ville du 1^{er} septembre au 31 décembre 1920.

Art. 2. — Il sera pourvu à la réalisation de ce crédit au moyen des ressources de l'exercice 1920.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 février 1921.

JOCELYN ROBERT.

ARRÊTÉ portant modification aux divers arrêtés insérés aux Journaux officiels des 16 décembre 1920, 1^{er} et 16 janvier 1921, portant amélioration des traitements du personnel des divers cadres locaux de la Colonie.

(Du 10 février 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 2 mars 1910, sur la solde, modifié par les deux décrets du 11 septembre 1920, promulgués dans la Colonie par arrêté du 12 novembre suivant;

Vu la dépêche ministérielle n° 8, en date du 10 septembre 1919, prescrivant la révision générale des échelles de traitement ou salaires des diverses catégories du personnel en service dans la Colonie;

Vu le décret du 26 novembre 1919, autorisant et réglementant, par mesure générale, le relèvement provisoire des soldes d'Europe au profit du personnel civil entretenu sur les Budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, à valoir sur le relèvement définitif des soldes, et prescrivant que ce relèvement provisoire ne subira momentanément aucune retenue pour la caisse des pensions;

Vu les arrêtés locaux des 9 et 23 décembre 1920, insérés aux *Journaux officiels* de la Colonie des 16 décembre 1920, 1^{er} et 16 janvier 1921, portant amélioration des traitements du personnel des divers cadres locaux de la Colonie, pour compter du 1^{er} janvier 1921;

Considérant que les décrets parvenus tout récemment dans la Colonie et portant amélioration des traitements du personnel des cadres généraux et du personnel métropolitain détaché de leur corps d'origine font remonter ces améliorations au 1^{er} juillet 1919, date à laquelle le renchérissement de la vie rendait indispensables ces améliorations;

Qu'il y a lieu, pour les mêmes raisons, de faire bénéficier le personnel des cadres locaux des règles établies par le Département pour les cadres généraux et métropolitains;

Considérant d'autre part que les rappels de solde qui résulteront de l'application de ces règles doivent subir la déduction des relèvements provisoires prévus par le décret du 26 novembre 1919 précité et l'arrêté du 8 décembre suivant, ainsi que les retenues afférentes aux pensions civiles et militaires;

Sur la proposition du Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les améliorations de traitements accordées au personnel des divers cadres locaux de la Colonie par les arrêtés des 9 et 23 décembre 1920 auront leur effet pour compter du 1^{er} juillet 1919, déduction faite des relèvements provisoires prévus par les arrêtés locaux du 8 décembre 1919 et des retenues à opérer au profit des Caisses des pensions civiles et militaires.

Art. 2. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 février 1921.

JOCÉLYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef des Bureaux du
Secrétariat Général,*

H. GENTIL.

ARRÊTÉ fixant à 1.200 francs les dépenses à effectuer par la Commune de Papeete, sur simple facture.

(Du 10 février 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 20 mai 1890, rendant applicables à la Colonie certains articles de la loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale, ensemble le décret du 8 mars 1879;

Vu l'arrêté du 4 novembre 1918, fixant à 600 francs les dépenses à effectuer sur simple facture par la Commune de Papeete;

Vu l'article 352 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu les modifications apportées à l'article 115 de la loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale, par la loi du 17 juin 1918;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'arrêté précité du 4 novembre 1918 est remplacé par les dispositions suivantes :

La Commune de Papeete est dispensée de passer des marchés écrits pour les travaux, transports et fournitures dont la dépense n'excède pas 1.200 francs.

Art. 3. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 février 1921.

JOCÉLYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef des Bureaux du
Secrétariat Général,*

H. GENTIL.

ARRÊTÉ chargeant M. le Secrétaire Général Thaly des fonctions de Gouverneur p. i.

(Du 12 février 1921.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885;

Vu le décret du 2 juillet 1913, modifié en son article 1^{er} par le décret du 9 décembre 1917;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1920, nommant M. Guedes Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie et déléguant M. l'Administrateur Thaly dans les fonctions de Secrétaire Général du Gouvernement de cette colonie;

Vu le départ de M. le Gouverneur p. i. Jocelyn ROBERT, le 13 février 1921;

Vu l'arrivée dans la Colonie de M. Thaly, Secrétaire Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. le Secrétaire Général THALY exercera les fonctions de Gouverneur p. i. des Etablissements français de l'Océanie, à compter de la date susvisée du 13 février 1921.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 février 1921.

JOCÉLYN ROBERT.

NOMINATIONS, MUTATIONS, MOUVEMENTS, ETC.

Par décision du Gouverneur, n° 44 bis, en date du 20 janvier 1921, M. Gallien, Commis principal du Secrétariat Général, est nommé délégué de l'Administration près la Commission municipale chargée des opérations de revision de la liste électorale de l'année 1921, de la Commune de Papeete.

Par décision du Gouverneur, n° 71, en date du 31 janvier 1921, M. Alexandre (Victor-Alexis) est nommé brigadier de Police de 2^{me} classe chargé spécialement des fonctions de Secrétaire, pour compter du 1^{er} janvier 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 72, en date du 31 janvier 1921, MM. Aymard (Antoine-Marie-Joseph), Brunet (Jean) et Lafforgue (Georges) sont nommés Commis de 2^{me} classe du Secrétariat Général; le premier pour compter du 17 septembre 1920, les deux autres pour compter du 18 janvier 1921, date de leur arrivée à Tahiti.

MM. Aymard et Brunet sont affectés au 1^{er} Bureau (Finances et matériel) et Lafforgue au 2^{me} Bureau (Administration générale, communale et Contentieux).

Par décision du Gouverneur, n° 73, en date du 31 janvier 1921, MM. Cérans (Marc), Maté (Arthur), Aubry (Abel) et Sidoine (Henri) sont nommés, pour compter du 1^{er} janvier 1921, aspirants aides-géomètres de 3^{me} classe du Service Topographique.

Par décision du Gouverneur, n° 74, en date du 31 janvier 1921, M. Auguste Salvanyagam est nommé aspirant aide-géomètre du Service Topographique, pour compter du 1^{er} janvier 1921.

Par arrêté du Gouverneur, n° 75, en date du 31 janvier 1921, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Tarepa a Tihani a Tauru, à l'effet de contracter mariage avec M^{lle} Taurai a Moe.

Par décision du Gouverneur, n° 76, en date du 31 janvier 1921, un témoignage officiel de satisfaction est accordé à MM. Miller (Pierre), Directeur des Comptoirs français de l'Océanie à Hikueru, (Tuamotu); Aumérans (Hippolyte), agent commercial desdits Comptoirs à Hikueru (Tuamotu), et Tupuhu a Tekautahi, notable à Hao (Tuamotu), pour l'esprit de décision et le dévouement dont ils ont fait preuve à l'occasion du sauvetage de la goélette "Jeanne-d'Arc" en danger de perdition pendant la violente tempête qu'elle a subie les 9 et 10 juillet dernier entre Hao et Hikueru.

Par décision du Gouverneur, n° 80, en date du 4 février 1921, sont rapportées :

1° la décision du 19 mars 1920, nommant M. Michas Procureur de la République Chef du Service Judiciaire *p. i.* ;

2° la décision du 5 novembre 1920, nommant provisoirement M. Antier, Lieutenant de Juge, Président du Tribunal Supérieur, et M. de Haas, Substitut du Procureur de la République, Président du Tribunal de 1^{re} instance.

M. Antier (Georges), Président *p. i.* du Tribunal Supérieur, est nommé provisoirement Procureur de la République Chef du Service Judiciaire, en remplacement de M. Michas partant en congé.

M. de Haas (Emile-Joseph-Marie), Président *p. i.* du Tribunal

de 1^{re} instance, est nommé provisoirement Président du Tribunal Supérieur.

M. Thuret (Emile), Greffier en chef des Tribunaux de Papeete, est nommé provisoirement Président du Tribunal de 1^{re} instance.

Par arrêté du Gouverneur, n° 81, en date du 4 février 1921, M. Buillard, Commis principal du Secrétariat Général, est désigné comme délégué du Gouverneur près le Tribunal des Dommages de guerre.

Par décision du Gouverneur, n° 83, en date du 4 février 1921, il sera ouvert à Papeete (Tahiti), le 5 février 1921, à 8 heures du matin, dans le bureau du Port, une session extraordinaire d'examen pour l'obtention du brevet de maître au grand cabotage.

La Commission d'examen est composée comme suit :

MM. le Chef du Service de la Navigation, *Président* ;

Le Gayic, Capitaine au long cours ;

Réjus (Alfred), Capitaine au grand cabotage ;

Fradet (Jean), Capitaine au grand cabotage.

Par décision du Gouverneur, n° 85, en date du 5 février 1921, un congé de convalescence de 6 mois à passer en France est accordé à M^{me} V^{ve} Rossel (Loetitia), Institutrice de 5^{me} classe du cadre local des Etablissements français de l'Océanie.

Elle prendra passage sur le paquebot de l'Union Steam Ship Company, quittant Papeete en février courant.

Par décision du Gouverneur, n° 88, en date du 7 février 1921, M. Chevolut, Instituteur de 1^{re} classe du cadre métropolitain, en service dans les Etablissements français de l'Océanie, est élevé à la classe exceptionnelle de son emploi, pour compter du 1^{er} février 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 89, en date du 8 février 1921, le nommé Caokhon, n° 2314, est nommé aide-cuisinier à l'Hôpital civil de Papeete, en remplacement du sieur Chin Lee Lau, démissionnaire, pour compter du 1^{er} janvier 1921.

M. Hauarii a Pahiutai est titularisé dans ses fonctions de planton de l'Hôpital de Papeete.

Par décision du Gouverneur, n° 91, en date du 8 février 1921, une permission de 30 jours, pour compter du 1^{er} février 1921, est accordée, pour raison de santé, à M^{me} Aubertin, Institutrice à l'école communale de Papeete.

Par décision du Gouverneur, n° 92, en date du 8 février 1921, est acceptée, pour compter du 1^{er} mars 1921, la démission offerte par le sieur Lo a Pong de ses fonctions de Chef de la Congrégation chinoise à Papeete.

Le sieur Chan Sai Mou, n° 1196, Président de la Société Si-Ni-Tong, est désigné pour remplir les fonctions de Chef de la Congrégation chinoise à Papeete, pour compter du 1^{er} mars 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 93, en date du 8 février 1921, une Commission composée de :

MM. le Chef des Bureaux du Secrétariat Général, *Président* ;

Héault, Président de la Chambre de Commerce ;

de Haas, Président du Tribunal de 1^{re} instance ;

Chevolut, Chef du Service de l'Enseignement ;

Gallien, Commis principal des Secrétariats Généraux ;

Brunet, Commis de 2^{me} classe du Secrétariat Général, *secrétaire*,

est nommée à l'effet de procéder à la répartition des allocations scolaires pour l'année 1921.

Par décision du Gouverneur, n° 94, en date du 9 février 1921, le Médecin Aide-Major de 1^{re} classe Kernzoré est affecté à l'archipel des Tuamotu.

Par décision du Gouverneur, n° 96, en date du 9 février 1921, la Commission de 1^{re} visite des navires français neufs ou nouvellement acquis à l'étranger, ayant leur port d'attache en France ou en Algérie, comprendra, pour l'année 1921 :

MM. Le Gayic, Capitaine au long cours;
Albertucci, id.
Lecail, Mécanicien;
Bérard, Représentant des Compagnies françaises des assurances maritimes;
Raoulx, Représentant des armateurs.

Par décision du Gouverneur, n° 97, en date du 9 février 1921, la Commission chargée des visites périodiques et de partance des navires ayant leur port d'attache en France ou en Algérie comprendra, pour l'année 1921 :

MM. Le Gayic, Capitaine au long cours;
D^r Sasportas, Médecin;
Davio, Mécanicien.

Par décision du Gouverneur, n° 98, en date du 10 février 1921, M^{me} Mugnier (Clémentine), Institutrice de 3^{me} classe du cadre métropolitain, est mise à la disposition de M. l'Administrateur des Marquises, pour diriger une école de cet archipel.

Par décision du Gouverneur, n° 102, en date du 10 février 1921, un congé de 2 mois, pour affaires personnelles, est accordé à M. Thirel (Camille), aide-opérateur de 1^{re} classe à la station de T. S. F. de Mahina.

Par décision du Gouverneur, n° 104, en date du 12 février 1921, une suspension de fonctions de trente jours est infligée à l'agent de Police Teriifaatau, pour négligences graves dans l'exercice de ses fonctions.

AVIS OFFICIELS

INSCRIPTION MARITIME

Vente aux enchères publiques.

Il sera procédé le 16 mars 1921, à 8 heures du matin, au bureau de l'Agence spéciale d'Uturoa, Iles-Sous-le-Vent, à la vente aux enchères publiques de plusieurs lots de bois de construction, trouvés sur le rivage de l'Archipel des Iles-Sous-le-Vent.

Ces objets seront vendus conformément aux règlements en vigueur.

- 1^{er} lot, à OPOA : Vingt mètres cubes environ (poutres diverses).
- 2^e lot, à FETUMA : Quatre-vingts pièces environ (de différentes dimensions).
- 3^e lot, à TUMARAA : Cinq mètres cubes environ (poutres diverses).
- 4^e lot, à BORA-BORA : Vingt et une poutres et deux planches.

Prix augmentés de 6 % pour frais, payables immédiatement avant l'enlèvement des objets vendus.

Vente sans garantie, quels que soient les événements ultérieurs.
Prise de possession des objets vendus au lieu et dans l'état où ils se trouveront au jour de la vente.

Minimum des enchères : 5 francs.

Uturoa, le 29 janvier 1921.

L'Agent spécial chargé de la vente,
GENDRE.

SERVICE DES MINES

Avis.

Permis de recherches prorogé par le Service des Mines.

N° du permis	Titulaire du permis	Nom du permis	Situation	Substances	Surface prorogée	Nouvelle période de validité
7	Williams, Walter, Johnston.	Rurutu	Ile Rurutu.	Cuivre et minéraux de la catégorie "d".	4.000 hectares.	du 8 février 1921 au 7 février 1922

Papeete, le 6 février 1921.

Le Chef du Service des Travaux publics et des Mines,
J. KÉROUAULT.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Liste des assesseurs au Tribunal criminel pour l'année 1921.

MM. Amédet (Amédée), Négociant.
 Badot (Marius), Propriétaire.
 Buillard (Joseph), Commis principal des Secrétariats Généraux.
 Coulon (Raphaël), Imprimeur.
 Davio (Etienne), Mécanicien.
 Deflesselle (Constant), Propriétaire.
 Drollet (Edouard), Propriétaire.
 Drollet (Victor), Entrepreneur de transports.
 Dupond (Edouard), Econome de l'Hôpital civil.
 Elzea (Louis), Restaurateur.
 Fouresse (Emile), Directeur de la Compagnie Navale de l'Océanie.
 Gillet (Maurice), Comptable.
 Lambert (Gabriel), Propriétaire.
 Lévy (Charles), Agriculteur.
 Lucas (Philippe), Propriétaire.
 Marcantoni (Ernest), Propriétaire.
 Millaud (Jules), Comptable.
 Rascalon (Onésime), Fondé de pouvoirs du Trésorier-Payeur.
 Renvoyé (François), Propriétaire.
 Touze (Etienne), Directeur de la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie.

Avis.

L'Administration porte à la connaissance des agriculteurs que des graines de coton Péruvien, dit "Calédonien", doivent parvenir par le voilier "Vercingétoris", attendu prochainement à Papeete.

Les personnes désireuses de se livrer à cette culture sont invitées à adresser leur demande au Cabinet du Gouverneur, en ayant soin d'indiquer la quantité de graines qui leur sera nécessaire. Le lieu et les jours de la distribution feront l'objet d'un nouvel avis qui sera publié ultérieurement au Journal officiel de la Colonie.

ETAT des sommes perçues, par souscriptions publiques, pour l'érection d'un monument à la mémoire des enfants des Etablissements français de l'Océanie morts pour la Patrie.

(SUITE.)

Report de la 2 ^{me} liste.....	21.845 ^f 30
Versement effectué par M. Bourne, Chef du district de Paea.....	50 "
Total.....	21.895 ^f 30

PARTIE NON OFFICIELLE

NOUVELLES ET INFORMATIONS

PORT DE PAPEETE

Liste des passagers arrivés.

16 janvier. — Vapeur "Tabiti" venant de San-Francisco. Passagers : M. et M^{me} Reece, M. R. Meyer, M^{lle} Caldwell, MM. Milo

Baker, R. Fain, J. Killorin, B. Hawkes, M. et M^{me} Kernzore et 2 garçons, M. et M^{me} Mugnier, M. et M^{me} Thaly et 1 garçon, M. et M^{me} Brumet et 1 fille, M. et M^{me} Lafforgue, MM. Castel, A. Jay, A. Bernière, M. et M^{me} Stuart et 1 fille, J. Jenott, M. et M^{me} Langlois et 1 garçon, MM. Charles Herr, Geo. Voss, Jouannart, M. et M^{me} Emery et 3 enfants, M. J. Watson, M. et M^{me} Duchenet, M^{lle} L. Benoit, MM. H. Tyler, O. Schmidt, W. Elker, M. et M^{me} Draper, M^{lle} Perrier, M^{me} A. Hunter, MM. A. Mollon, G. Barla, C. Martino, M^{me} Stapleton, M^{me} M. Stevens, MM. E. Noble, M. Noble, M^{lle} M. Larbat, M. J. Disher.

30 janvier. — Vapeur "Talune" venant d'Auckland. Passagers : M. Van der Made, M^{les} Lamond, Choate, M. et M^{me} Fowes Brown, MM. Phillips, Herschlick, M^{me} Pacara, M^{lle} Nicholas, M. et M^{me} Philippe Poroi, MM. Leua, Orbeck, Sage, Nilson, Batts, Amus, Berteaud et M^{me} Berteaud, M^{lle} Higgins, M^{lle} Bany, M. Vincent, M. et M^{me} Brault, M. J. Gendre.

Liste des passagers partis.

19 janvier — Vapeur "Tabiti" allant à Wellington. Passagers : M. et M^{me} C. W. Wright, M^{lle} I. R. Adams, M. Y. M. Poulmarch, M. et M^{me} J. B. Klein, M^{me} Audras, M^{lle} Morris, M. Flanigan, M^{me} Kururangi et 1 enfant, Sœur Kieran, et 5 Chinois.

4 février. — Vapeur "Talune" allant à Auckland. Passagers : MM. G. E. Sharood, O'Neil, M^{lle} Higgins, M. E. Davio, M^{lle} Heura, M. Soo Chew Kee et famille, MM. Martin, Tera, Tukau, Terii, Teoro, M^{me} Pai, M^{lle} Herera, M. Aiti a Tu, M^{lle} Moua, M. Poroi.

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Mois de janvier 1921.

ENTRÉES

1 janvier. — Goëlette à voiles franç. *Vahine Katopua*, de 20 ton.
 3 janvier. — Cotre à voiles français *Tefaranuutea*, de 14 ton.
 6 janvier. — Goëlette à moteur franç. *Vaiti*, de 106 tonneaux.
 7 janvier. — Goël. à mot. franç. *Jeanne d'Arc*, de 36 tonneaux.
 9 janvier. — Goëlette à moteur franç. *Alliance*, de 11 ton.
 14 janvier. — Cotre à voiles français *Temaru o Tapehenui*, de 12 t.
 14 janvier. — Cotre à voiles français *Tamaruarii*, de 10 ton.
 14 janvier. — Goël. à mot. française *France Australe*, de 70 ton.
 15 janvier. — Cotre à voiles français *Iotefa*, de 10 tonneaux.
 15 janvier. — Cotre à voiles français *Haupeaterai*, de 16 ton.
 15 janvier. — Cotre à moteur français *Florina*, de 26 tonneaux.
 16 janvier. — Goëlette à moteur franç. *Jeanne d'Arc*, de 36 ton.
 18 janvier. — Vapeur anglais *Tahiti*, de 4.155 tonneaux.
 18 janvier. — Goëlette à voiles française *Temoua Ahi*, de 48 ton.
 18 janvier. — 3 m. goël. à moteur franç. *Tamarii Moorea*, de 32 t.
 19 janvier. — Goëlette à moteur française *Vaite*, de 106 ton.
 21 janvier. — Goëlette à mot. française *Jeanne d'Arc*, de 36 ton.
 21 janvier. — Goëlette à moteur française *Pastime*, de 20 ton.
 22 janvier. — Goël. à moteur française *Vahine Raiatea*, de 30 ton.
 23 janvier. — Goëlette à moteur française *Sophie*, de 54 ton.
 23 janvier. — Goëlette à moteur française *Pro-Patria*, de 98 ton.
 24 janvier. — 3 m. goël. à voiles américain *Roy Somers*, de 298 t.
 26 janvier. — 3 mâts goël. français *Raita*, de 293 tonneaux.
 26 janvier. — Goëlette à mot. française *Vaite*, de 106 ton.
 26 janvier. — Vapeur anglais *Bahia Castillo*, de 6.248 tonneaux.
 27 janvier. — Goëlette à voiles français *Roberta*, de 108 ton.
 27 janvier. — Goëlette à moteur française *Teuiapi*, de 6 ton.
 28 janvier. — Goëlette à mot. franç. *Jeanne d'Arc*, de 36 ton.
 30 janvier. — Vapeur anglais *Talune*, de 838 tonneaux.
 30 janvier. — Goël. à moteur franç. *Tamarii Matairea*, de 14 ton.

SORTIES

1 janvier.	—	Brick-goël. à moteur amér. <i>Carnegie</i> , de 246 t.
4 janvier.	—	Goël. à mot. franç. <i>Jeanne d'Arc</i> , de 36 tonneaux.
6 janvier.	—	Goëlette à moteur française <i>Moana</i> , de 140 ton.
8 janvier.	—	Goëlette à moteur française <i>Pastime</i> , de 20 ton.
10 janvier.	—	Goëlette à voiles franç. <i>America</i> , de 73 tonneaux.
11 janvier.	—	Goëlette à mot. française <i>Vaite</i> , de 106 tonneaux.
11 janvier.	—	Goëlette à moteur franç. <i>Jeanne d'Arc</i> , de 36 ton.
13 janvier.	—	Goël. à voiles franç. <i>Vahine Katopua</i> , de 20 ton.
13 janvier.	—	Goël. à moteur française <i>France</i> , de 54 ton.
15 janvier.	—	Cotre à moteur français <i>Florina</i> , de 26 tonneaux.
18 janvier.	—	Cotre à voiles franç. <i>Iotefa</i> , de 10 tonneaux.
19 janvier.	—	Vapeur anglais <i>Tahiti</i> , de 4.155 tonneaux.
20 janvier.	—	Goëlette à moteur française <i>Alliance</i> , de 11 ton.
21 janvier.	—	Goëlette à moteur française <i>Vaite</i> , de 106 ton.
25 janvier.	—	Goëlette à moteur française <i>Jeanne d'Arc</i> , de 36 t.
25 janvier.	—	Cotre à voiles franç. <i>Haupeeaterai</i> , de 16 tonneaux.
25 janvier.	—	Cotre à voiles franç. <i>Tamaruarii</i> , de 10 tonneaux.
26 janvier.	—	Goëlette à mot. franç. <i>Vahine Raiatea</i> , de 30 ton.
27 janvier.	—	Vapeur anglais <i>Bahia Castillo</i> , de 6.248 tonneaux.
27 janvier.	—	Goëlette à moteur franç. <i>Tewiapi</i> , de 6 ton.
28 janvier.	—	Goëlette à moteur franç. <i>Tiare Apetahi</i> , de 24 ton.
28 janvier.	—	Goëlette à mot. française <i>Vaite</i> , de 106 tonneaux.
28 janvier.	—	3 m. goël. à voiles américain <i>Lizzie Vance</i> , de 383 ton.
30 janvier.	—	Goëlette à mot. française <i>France Australe</i> , de 70 ton.
31 janvier.	—	Vapeur anglais <i>Talune</i> , de 838 tonneaux.

BANQUE DE L'INDO-CHINE

SUCCURSALE DE PAPEETE

Capital: 72.000.000 fr.

Privilégiée par décrets des 21 janvier 1875, 20 février 1888, 16 mai 1904, 3 avril 1901 et 4 janvier 1920.

Situation au 31 janvier 1921.

ACTIF

Numéraire en caisse.....	1.392.697 ^f 80
Titres déposés en garantie de la circulation.....	2.450.090 »
Portefeuille et avances diverses.....	7.808.768 85
Administration centrale et correspondants.....	4.209.991 02
Comptes d'ordre et divers.....	200 442 20
	<u>16.061.959^f 87</u>

PASSIF

Billets de banque au porteur en circulation.....	7.872.065 ^f »
Comptes courants et de dépôts.....	1.588.002 94
Effets à payer.....	54.385 10
Comptes d'encaissement.....	1.017 493 82
Correspondants.....	1.484.870 50
Comptes d'ordre et divers.....	4.045.142 51
	<u>16.061.959^f 87</u>

Papeete, le 31 janvier 1921.

Le Directeur p. i.,

A. DE LA VALLÉE.

ANNONCES JUDICIAIRES

Insertions faites en exécution de l'article 32 du décret du 28 novembre 1866.

Le Greffier des Tribunaux de Papeete (île Tahiti) informe: 1° Madame VICTOIRE LEHARTEL et Monsieur FRÉDÉRIC MÉRIC, son époux; 2° Madame CLÉMENCE LEHARTEL et Monsieur GUSTAVE FAIVRE, son époux, et 3° Madame MÉLANIE LEHARTEL, sans domicile ni résidence connus, que M. Joseph Lehartel, ayant M^e Lucien Sigogne pour Défenseur, a déposé ce jour, au greffe, des conclusions en réponse à la demande de la dame Tuane a Pirato, en partage de la communauté Maurice Lehartel.

En conséquence, les susnommés sont invités à prendre communication au greffe de ces documents, à y répondre et fournir leurs moyens dans les délais de la loi.

Papeete, le 5 février 1921.

Le Greffier,

E. THURET.

Le Greffier des Tribunaux de Papeete (île Tahiti) informe Madame TAUA a MAIRIAI, veuve MEA a TAUA, sans domicile ni résidence connus, que M. Irving G. Smith, ayant M^e Lucien Sigogne pour Défenseur, a déposé ce jour, au greffe, des conclusions dans l'instance par lui introduite devant le Tribunal civil du siège, en licitation des terres "Teruapua", "Tearama" et "Popoti", sisés à Arue.

En conséquence, M^{me} Tauga a Mairiai, veuve Mea a Tauga, est invitée à prendre communication au greffe de ces documents, à y répondre et fournir ses moyens dans les délais de la loi.

Papeete, le 5 février 1921.

Le Greffier,

E. THURET.

Etude de M^e MARIUS BERTRAND, Défenseur à Papeete.

VENTE

SUR SURENCHÈRE DU SIXIÈME

au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'audience des criées du Tribunal Civil de Papeete, au Palais de Justice à Papeete, salle ordinaire desdites audiences, en 2 lots, des immeubles dépendant des successions de TEIHOARI a HAERERAAROA et LABANA a HAERERAAROA.

Ces ventes sont fixées pour avoir lieu au Palais de Justice à Papeete, le lundi 8 mars 1921, à 8 heures du matin.

On fait savoir à tous ceux qu'il appartiendra qu'en exécution: 1° d'un jugement rendu par le Tribunal civil de Papeete, en date du 2 décembre 1919; 2° d'un jugement rendu par le même Tribunal, du 29 juin 1920, les dits jugements enregistrés et signifiés; 3° d'un jugement du même Tribunal, du 18 janvier 1921, enregistré. Et aux requête, poursuite et diligence de M. Charles Matai Tekai a Haereraa, demeurant à Pare,

ayant M^e M. Bertrand pour Défenseur; en présence de : 1^o M^{me} Aronii a Marii a Teave, veuve de Teihoarii a Haereraaroa, demeurant à Pirae, en son nom personnel et comme tutrice de son fils Alfred Tenahe a Haereraaroa, ayant M^e L. Sigogne pour Défenseur; 2^o M^{me} Louise Moe a Faatau, veuve Hae a Haereraaroa, épouse en secondes nocces de Charles Matai a Haereraaroa, demeurant à Pare, et son mari pour la validité, ayant M^e M. Bertrand pour Défenseur; 3^o M^{me} Rebecca Emilie a Haereraaroa, épouse Antony Bambridge, et ce dernier pour la validité, demeurant ensemble à Papeete, ayant M^e L. Brault pour Défenseur; 4^o M^{me} Louise Moearii Vairii Haereraaroa, épouse Ariipaea Pomare, et ce dernier pour la validité, demeurant ensemble à Mataiea, ayant M^e M. Bertrand pour Défenseur; 5^o Madame Ahuura Teriitauairohotu a Mataitai, tutrice légale de Albert, Angèle, Antony et Stella a Haereraaroa, issus de son mariage avec feu Albert a Haereraaroa, demeurant à Pirae, ayant M^e M. Bertrand pour Défenseur; 6^o M. Manutahi Gaston Faatau, veuf de Caroline Tetuanui a Haereraaroa, tuteur légal de Gaston, Caroline, Henriette et Alice Faatau, ses enfants mineurs, demeurant à Taunoo; 7^o M. Oscar Tehuiauta a Haereraaroa, demeurant à Pare, ayant M^e L. Sigogne pour Défenseur; 8^o M^{me} Tetuaiterai a Haereraaroa, épouse Viritua a Maoni, et ce dernier pour la validité, demeurant ensemble à Taunoo, ayant M^e L. Sigogne pour Défenseur; 9^o M. Taunua a Pihatarioe, dit Pedro Micheli, veuf de Teapua a Haereraaroa, tuteur légal de Philippe, Tiai, Teanuanua et Ruita a Pihatarioe, ses enfants mineurs, demeurant à Arue, ayant M^e L. Sigogne pour Défenseur; 10^o M. Ch. Matai a Haereraaroa, demeurant à Pare, pris comme subrogé-tuteur de Gaston, Caroline, Henriette et Alice a Faatau, ayant M^e M. Bertrand pour Défenseur; 11^o M. Oscar Tehuiauta a Haereraaroa, pris comme subrogé-tuteur de Marie et Frédéric Vehiarii, et encore de Philippe, Tiai, Teanuanua, Maximin et Ruita, et encore de Alfred Tenahe a Haereraaroa, ayant M^e L. Sigogne pour Défenseur. Et encore de 12^o M. Ch. Matai a Haereraaroa, prénommé, adjudicataire surenchéri, ayant M^e Bertrand pour Défenseur; 13^o M. Charles Brown-Petersen, adjudicataire surenchéri, demeurant à Papeete; 14^o Chin Si Mo n^o 1196, surenchérisseur, demeurant à Papeete, ayant M^e L. Brault pour Défenseur; 15^o M. Gaston Manutahi Faatau, prénommé, surenchérisseur ayant M^e Bertrand pour Défenseur.

Il sera, comme il est dit plus haut, procédé, aux ventes des lots tels que ceux-ci sont désignés ci-après :

1^{er} LOT, ancien 3^{me} lot. — Terre *Tefaretahora* (moitié), Pare-Pirae, située à 350 m. environ au droit du chemin remontant la vallée de Pirae, auquel elle est reliée par un chemin carrossable conduisant au plateau formant la moitié du côté Est de la terre « Faretahora » et appartenant à la succession Tenahe. Cette moitié de terre a pour limites : 1^o du côté Nord la propriété Labbé et le cimetière chinois où elle mesure en lignes brisées 250 m. environ; 2^o du côté Est la propriété Léon Vernaudeau où elle mesure en lignes brisées 132 m. environ; 3^o au Sud par Labbé sur 160 m. environ; 4^o à l'Ouest par l'autre moitié de « Faretahora » propriété de Arioi, sur 158 m. environ. Superficie 3 Ha. 14 a. 17 ca. Entièrement plantée de cocotiers en rapport, de 3 à 5 ans environ, maiore, bananiers, etc., et autres arbres fruitiers. Terrain bien entretenu et bon pour la culture. Une petite maison de 3 m. 35 sur 7 m. 35. Le cimetière de la famille Haereraaroa qui se trouve sur cette terre n'est pas compris dans la vente. Le libre accès devra en être permis aux membres de la famille. Le terrain ainsi réservé est de 25 m. sur 12 m.

2^{me} LOT, ancien 25^{me} lot. — Ce lot se compose de 8 groupes de terres contiguës ou isolées, sises à Papeari, savoir :

1) Une terre isolée : "*Tearamaa*", à 300 m. de la route de ceinture. Bornée du côté de l'intérieur par les terres « Poutoru » 1 et 2, sur 90 m.; du côté de la mer par la partie indivise de

« *Tearamaa* » sur 90 m.; du côté de Mataiea par « *Tearamaa* » sur 21 m. 60; du côté de Taravao par « *Rairaa* » sur 21 m. 60 cm. Superficie approximative 19 ares. Accès par chemin praticable aux véhicules. Jeunes cocotiers de 4 ans environ, orangers. Bon terrain de culture. Position non nettement définie. Cette parcelle fait partie de l'ensemble « *Tearamaa* » indivise.

2) Un groupe de terres contiguës : "*Tehuneroa*" 1 et 2. — La succession possède sur ces terres les droits indivis réunis acquis par Tenahe, ayant appartenu au sieur Aue a Taiahu et à la dame Terire a Taiahu. Ces 2 parcelles sont à 200 m. de *Tearamaa* et à 500 m. de la route de ceinture. Abornements : du côté de l'intérieur par Teurututeupoo sur 117 m. 70; du côté de la mer par la terre « *Poutoru* » 4, sur 78 m. 20; du côté de Mataiea par la terre « *Vairua* » sur 167 m. 30 cm.; du côté de Taravao par « *Tehuneroa* » 3, sur 169 m. Superficie globale 1 Ha. 47 a. 85 ca. Accès par chemin praticable aux véhicules. Orangers, feïs, herbe à pâturage.

3) Un groupe de terres contiguës : "*Tearamaa*" 1, 2, 3, 4. — Ces parcelles de terre commencent à 135 m. des terres « *Tehuneroa* » 1 et 2, dont elles sont séparées par la terre « *Teurututeupoo* » à 635 m. de la route de ceinture. Abornements : du côté de la mer par « *Terututeupoo* » sur 84 m. 10; du côté de l'intérieur par « *Tearamaa* » 5, sur 70 m., et « *Atiha* » 1, sur 70 m.; du côté de Mataiea, par « *Utua* » 2 et 3, sur 95 m., et du côté de Taravao par la crête de la montagne « *Urafaatuu* », sur 103 m. au pied de la montagne. Superficie : 1 Ha. 73 a. 97 ca. en plaine. Terrain sujet aux crues. Bon pour l'élevage des bestiaux.

4) Une terre isolée : "*Tepureru*" 1. — Appartient pour moitié à la succession Tenahe. Se trouve à 160 m. de la route de ceinture. Abornements : du côté de la mer par « *Teiriiri* » sur 69 m. 40; du côté de Mataiea par « *Mureo* » et « *Rairaa* » sur 52 m. 60; du côté de l'intérieur par « *Tepureru* » 2, sur 77 m.; du côté de Taravao par « *Tehiroa* » sur 72 m. Superficie 43 a. 68 ca. Jeunes cocotiers de 3 à 5 ans, orangers et une source.

5) Un groupe de terres contiguës : "*Tepureru*" 3, "*Tepotaa*", "*Terautia*", soit la moitié de ces terres.

a) "*Tepureru*" 3. — A 50 m. de la précédente vers l'intérieur. Abornements : du côté de la mer par « *Tepureru* » 2, sur 88 m.; du côté de Mataiea par « *Rairaa* » sur 65 m. 90; du côté de l'intérieur par la terre « *Tepotaa* » ou « *Tetahua* », sur 61 m. 20; du côté de Taravao par « *Haamairi* », 1 et 2, et « *Tepaihuaroro* » sur 109 m. 20 en lignes brisées. Superficie 52 a. 28 ca. Jeunes cocotiers de 3 à 5 ans. Terrain de culture et élevage;

b) "*Tepotaa*" et "*Terautia*". — Seraient, d'après les titres d'inscriptions, englobées dans « *Tetahua* ». Titres ne sont pas précis quant aux limites.

c) Terre "*Tetahua*". — S'étend du côté de la mer par la terre « *Rairua* » jusqu'à « *Teurututeupoo* »; à l'intérieur, sur 101 brasses 1/2 environ, puis de « *Teonera* » jusqu'à « *Haamairi* » sur une largeur de 7 fois 10 brasses plus 6 brasses et demie. (Voir au surplus inscriptions des terres de Papeari).

6) Une terre isolée : "*Utua*" 3. — Touche les terres « *Tearamaa* » à 820 m. de la route de ceinture. Abornements : du côté de la mer par « *Utua* » 2, sur 68 m.; du côté de Mataiea par la montagne sur 82 m. au pied; du côté de l'intérieur par la terre « *Fetiivahine* » 1, sur 83 m. 90 c., et du côté de Taravao par les terres « *Tearamaa* » sur 121 m. Superficie 73 mq. 49 cm. Sujet aux crues de rivière.

7) Un groupe de terres au fond de la vallée de « *Pani* » : "*Panine*", "*Opito*", "*Matea*", "*Tepua*", "*Faone*", "*Pohatua*", "*Ahaaha*". — Terres en montagnes ou vallées à feïs.

8) Un groupe de terres contiguës : "*Tepeti*", 1, 2 et 3. — Ces terres sont situées au fond de la vallée de *Pani* à 2.200 m. de la route. Abornements : du côté de la mer par *Teniuheru* sur 52 m.; du côté de Mataiea par la montagne sur 164 m., au

pied; du côté de l'intérieur par « Paepaenaonao » sur 54 m., et du côté de Taravao par « Tefauturu » sur 147 m. 90 cm. Superficie globale : 1 Ha. 9 a. 16 ca. Traversées par la rivière « Pani ».

Mises à prix :

Outre les charges, clauses et conditions insérées au cahier des charges, les enchères seront reçues sur les mises à prix fixées par le Tribunal, savoir :

1 ^{er} lot, ancien 3 ^{me} lot.....	23.450 francs
2 ^{me} lot, ancien 25 ^{me} lot.....	1.283 ^f 35

Fait et rédigé à Papeete, le 8 février 1921, par le Défenseur poursuivant, soussigné,

MARIUS BERTRAND.

S'adresser pour les renseignements à :

1^o M^e BERTRAND, Défenseur poursuivant; 2^o M^{es} SIGOGNE et BRAULT, Défenseurs présents à la vente, et, 3^o, au Greffe du Tribunal où le cahier des charges est déposé avec plans à l'appui.

DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ

Suivant acte sous seings privés en date à Papeete du 26 janvier 1921, enregistré, l'acte de la Société LI TI NI ET COMPAGNIE, en date du 31 décembre 1920, a été annulé avant tout fonctionnement de la dite Société, d'accord entre les associés.

Pour extrait :
LI TI NI.

ANNONCES DIVERSES

RHUM DU MARIN

LIQUEURS DE LUXE

ANISETTE — CACAO — TRIPLE-SEC

CHERRY-BRANDY — COGNAC.

P. GARINEAU
à CAUDÉRAN (Gironde).

Avis urgent.

Les personnes qui se sont fait photographier chez L. GAUTHIER peuvent acheter leurs clichés avant son départ prochain.

Les clichés invendus seront détruits.

Matériel complet de photographie à vendre.

L. GAUTHIER.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ACTES

EN VIGUEUR DANS LA COLONIE

Dressée par M. HEIMBURGER, Magistrat.

PRIX RÉDUIT, broché : 5 francs.

SÉMAPHORE DE PAPEETE

PRIX : En feuille : 50 centimes.

CALENDRIER POUR 1921

PRIX : En feuille : 50 centimes.

Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.

Le prix de vente de chaque numéro du *Journal officiel* et de ses suppléments est fixé comme suit:

Jusqu'à 16 pages.....	1 fr.
De 17 à 24 pages.....	1 50
De 25 à 32 pages.....	2 »
De 33 à 40 pages.....	2 50
De 41 à 48 pages.....	3 »

Il est fait exception pour les suppléments contenant des revendications de propriété, lesquels sont vendus 0 fr. 50 par feuillet de 2 pages.

TARIFS POSTAUX. — PRINCIPALES TAXES.

Limites de poids et de dimensions des objets de correspondance.

CATÉGORIES D'OBJETS	DESTINATIONS	TARIF D'AFFRANCHISSEMENT AU DÉPART (1)	POIDS	DIMENSIONS
Lettres et Paquets clos	Régime intérieur et franco-colonial	Jusqu'à 20 grammes : 0 fr. 25. De 20 à 50 grammes : 0 fr. 40. De 50 à 100 — : 0 fr. 50. De 100 à 200 — : 0 fr. 65. et ainsi de suite en ajoutant 0 fr. 15 par 100 gr. ou fraction de 100 gr.	Poids maximum : 1 kilog.	Dimensions maxima : 0 m. 45. Les envois expédiés sous forme de rouleaux dont le diamètre ne dépasse pas 0 m. 10 peuvent atteindre 0 m. 75 de longueur.
	Nouvelle-Zélande et Iles Cook et Autres pays	Jusqu'à 20 grammes : 0 fr. 25. Au-dessus de 20 gr. : 0 fr. 15 par 20 gr. ou fraction de 20 gr.	pas de limitation	Pas de limitation.
Cartes postales simples	Régime intérieur et franco-colonial	0 fr. 20. 0 fr. 15 pour les cartes postales illustrées contenant au plus 5 mots de correspondance manuscrite.		10 à 14 centimètres de longueur. 7 à 9 centimètres de largeur.
Cartes postales avec réponse payée	Relations internationales	0 fr. 40.		
	Régime intérieur et franco-colonial	0 fr. 40.		
	Relations internationales	0 fr. 20.		
Papiers d'affaires	Régime intérieur et franco-colonial	Même tarif que les lettres.	1 kilog.	Mêmes conditions de dimensions que les lettres dans le régime intérieur et franco-colonial.
	Relations internationales (3)	Jusqu'à 250 gr. : 0 fr. 25. Au-dessus de 250 gr. : 0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr.	2 kilog.	
Echantillons	Régime intérieur et franco-colonial	Jusqu'à 100 grammes : 0 fr. 20. De 100 à 200 — : 0 fr. 35. De 200 à 300 — : 0 fr. 50. De 300 à 400 — : 0 fr. 65. De 400 à 500 — : 0 fr. 85.	500 gr.	Dimensions maxima : 0 m. 30, à l'exception des étoffes collées sur papier ou carte mince, dont la longueur peut atteindre 0 m. 45, et des envois en paquet ou tubes qui peuvent également atteindre 0 m. 45 à condition que les autres dimensions ne dépassent pas 0 m. 15.
	Relations internationales (3)	Jusqu'à 100 gr. : 0 fr. 10. Au-dessus de 100 gr. : 0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr.	350 gr.	Dimensions maxima : 0 m. 30 sur 0 m. 20 sur 0 m. 10 ou, si les paquets ont la forme de rouleaux, 0 m. 30 de longueur sur 0 m. 15 de diamètre.
Imprimés (2)	Régime intérieur et franco-colonial	Jusqu'à 50 gr. : 0 fr. 05. De 50 à 100 gr. : 0 fr. 15. Au-dessus de 100 gr. : 0 fr. 15 par 100 gr. ou fraction de 100 gr.	3 kilog.	Comme les lettres du régime intérieur et franco-colonial.
	Relations internationales (3)	0 f. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr.	2 kilog.	
Mandats poste	Droit de commission	Jusqu'à 10 francs : 0 fr. 30 de 10 fr. 01 à 20 — : 0 fr. 40 de 20 fr. 01 à 40 — : 0 fr. 60 de 40 fr. 01 à 60 — : 0 fr. 80 de 60 fr. 01 à 100 — : 1 fr. » de 100 fr. 01 à 200 — : 1 fr. 20 de 200 fr. 01 à 400 — : 1 fr. 40 de 400 fr. 01 à 500 — : 1 fr. 60	Maximum : 500 francs. Droit de change : 2 % du montant du mandat.	

Taxe de recommandation : 0 fr. 35 pour les lettres, paquets clos et cartes postales ; — 0 fr. 25 pour les échantillons, imprimés et journaux. — Avis de réception : 0 fr. 25.

(1) Poste restante : Dans les régimes intérieur et franco colonial, les lettres adressées poste restante, subissent une surtaxe de 0 fr. 20 acquittée au départ ou à l'arrivée.

(2) Les cartes de visite rentrent dans la catégorie des *Imprimés* à la condition de ne contenir qu'une formule de politesse manuscrite ne dépassant pas cinq mots.

(3) Les échantillons et imprimés doivent être sous enveloppes, plis ou paquets ouverts faciles à vérifier.